TL 5123

## *Transition pour l'indépendance (1998...)*

Avec le président Habibie, l'Indonésie fait signe de céder à la pression internationale promettant pour le Timor Oriental une **autonomie dans l'Indonésie.** Les Nations Unies et le Portugal acceptent de discuter cette proposition.

Les conversations recommandent un traitement rigoureux de l'information sur leur évolution et la confrontation avec la situation sur le terrain. En collaboration avec "La Paix est possible au Timor Oriental" la CDPM crée l'**Observatoire Timor Oriental.**

Dans les jours qui suivent le référendum à Timor la CDPM multiplie les initiatives, un **cordon humain de solidarité** relie les ambassades des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité et la représentation de l'ONU à Lisbonne (10 km), en faveur d'une intervention internationale.

Avec l'administration des Nations Unies à Timor il est nécessaire d'appuyer la capacité d'intervention des Timorais à tous les niveaux, entre autre celle des ONG timoraises. C'est déjà l'objectif du projet de "**Formation de Défenseurs des droits de l'homme à Timor Lorosae**", à réaliser en collaboration avec l'ONG timoraise Fondation HAK, et l'ONG indonésienne PBHI.

CDPM
Rua Pinheiro Chagas, 77-2º Esq.
1069-069 Lisboa
Tel. (351) 21 317 28 60
Fax. (351) 21 317 28 70
Courrier électronique - cdpm@esoterica.pt
url - http://homepage.esoterica.pt/~cdpm

# C.D.P.M.

Comissão para os

Direitos do Povo Maubere

(Commission pour les Droits du Peuple Maubere)

## 18 ans

## pour la Défense de la

## Liberté au Timor Oriental

## Indignation et décision d'agir (1981)

Le Portugal démocratique, sorti de la Révolution du 25 avril 1974, propose au Timor Oriental, son ancienne colonie, l'accès à un statut politique qui devrait être défini par son peuple. Ce **droit à l'autodétermination** a été foulé aux pieds par l'Indonésie qui, en décembre 1975, envahit militairement le Timor Oriental et l'annexe en 1976.

L'invasion a été condamnée par les Nations Unies et l'annexion n'a jamais été reconnue. À la lumière du Droit International, Timor Oriental garde le statut de **Territoire non-autonome sous administration portugaise.**

En fait la situation est bien différente. Les Résolutions des Nations Unies demandant le *"retrait immédiat"* des forces armées indonésiennes n'empêchent pas la majorité des États de donner la **priorité aux relations économiques avec l'Indonésie.**

L'énorme souffrance du peuple timorais (250.000 morts, près du tiers de la population totale); le silence compromis de beaucoup de politiques et de gouvernements, l'**impuissance de l'ONU** pour rétablir la situation légale...
... provoquent l'indignation et la révolte d'un groupe de citoyens portugais qui décident d'agir pour modifier cette situation. **C'est ainsi que naît la CDPM.**

## Les années noires (1982-1991)

**Informer -** Devant le silence, l'ignorance ou le manque d'intérêt il s'avère nécessaire de recueillir, traiter et diffuser les rares informations qui sortent du territoire isolé par les occupants. Trois publications eurent ce but:

**1. Funu,** revue en portugais de périodicité variable (1981-1990).
**2. Timor Leste,** bulletin mensuel en portugais (1985-1999).
**3. East Timor News,** informations, périodiques e thématiques (1987-1992).

**Combattre la passivité -** L'acceptation de la loi du plus fort et la primauté donnée aux relations économiques devaient être dénoncées auprès de ceux qui avaient le devoir d'agir.

1. **Violations des droits de l'homme.** Interventions et présentation de témoignages devant la Commission et la Sous-commission des Droits de l'homme à Genève.
2. **Manque de respect pour les normes internationales.** Interventions au Comité de Décolonisation à New York .
3. **Lobby politique** Dénonciations publiques et demandes d'intervention des instances qui ont le devoir et la capacité d'intervenir, en particulier les autorités portugaises en tant que puissance administrante de droit.

## De Santa Cruz à la chute de Suharto (1991-1998)

**Au Portugal** - Les images du massacre de Santa Cruz et l'arrestation de X. Gusmão font de **Timor une cause nationale.**

**Projeter hors du Portugal** - La sensibilisation de l'opinion publique portugaise est utilisée pour combattre l'oubli au niveau international: **40.000 signatures recueillies en deux jours** demandent au Secrétaire Général de l'ONU d'intervenir en faveur de la libération de Xanana Gusmão.

**Relier les groupes au niveau mondial -** Fomenter, appuyer, échanger, rassembler les groupes pro-Timor de divers pays: un newsgroup sur internet pour l'information et la **Fédération Internationale pour le Timor Oriental (IFET)** qui rassemble aujourd'hui 35 groupes dans 22 pays.

**Atteindre Timor et les Timorais**
En 1993 la CDPM contribue au lancement d'une **émission de radio vers le Timor Oriental** (RDP Internacional) et lance une commission Luso-Timoraise **Liberté pour Xanana - Liberté pour Timor.**

Entre 1994 et 1997 la CDPM consacre une part de ses efforts à la reformulation de l'accueil à la communauté timoraise au Portugal et crée, avec le CIDAC, le **Centre pour la Citoyenneté Timoraise.**